

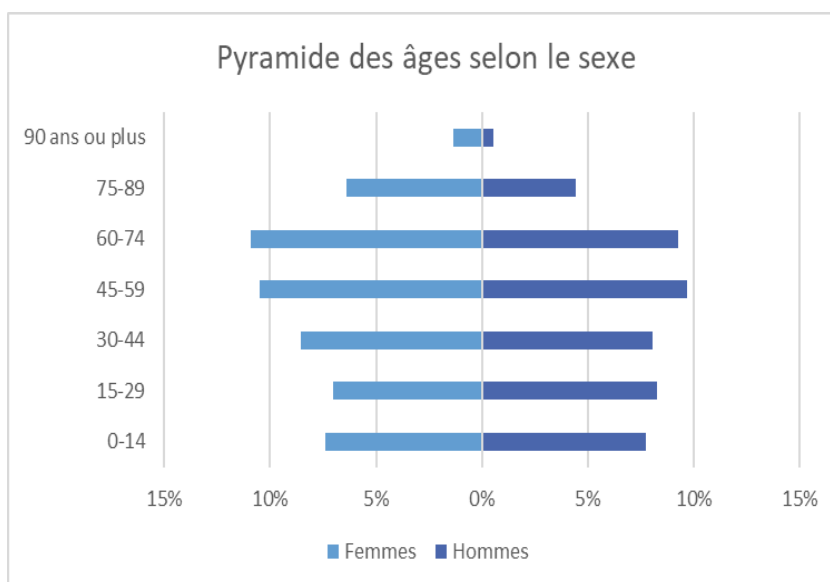
Sae : Economie

Hautes-Alpes : Une vue d'ensemble de la démographie, de l'emploi et du chômage.

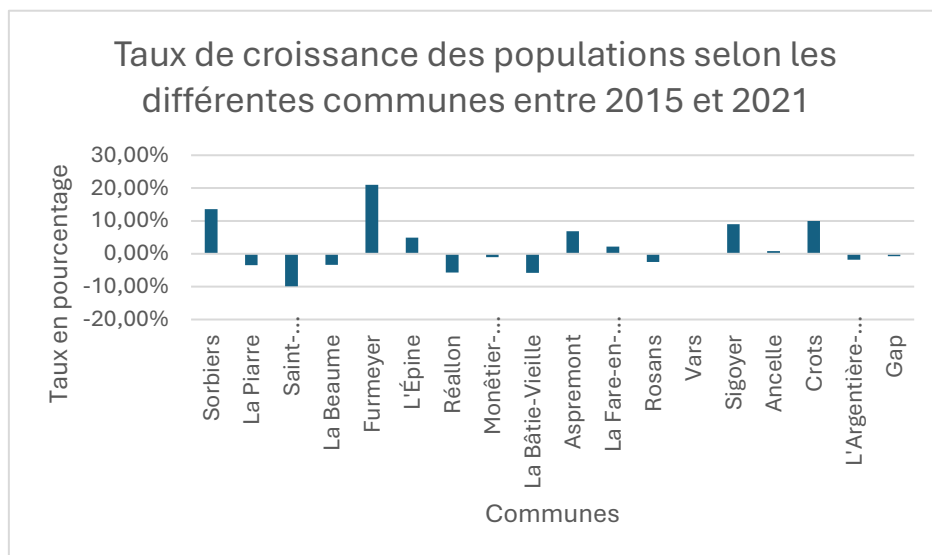
À l'approche des élections présidentielles, le Nouveau Front Populaire, acteur majeur des législatives dans le département des Hautes-Alpes (05), cherche à comprendre les raisons de sa performance électorale. Dans cette démarche d'analyse, le NFP fait appel à nous pour mener une étude approfondie sur le département des Hautes-Alpes en termes de démographie, d'emploi et de chômage. Cette étude se concentre sur un échantillon de 18 communes (Voire annexe 1) L'ensemble des données exploitées lors de ce travail sera tiré du *Recensement de la population 2021* de l'INSEE.

Hautes Alpes : Une démographie peu représentatif de la France.

En 2021, les données démographiques nationales de la France révèlent un vieillissement de la population, avec une augmentation significative de la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus. Les données que ci-contre montrent la répartition de la participation par tranche d'âge pour les hommes et les femmes. Pour les hommes, la démographie reste relativement stable à 8 % dans



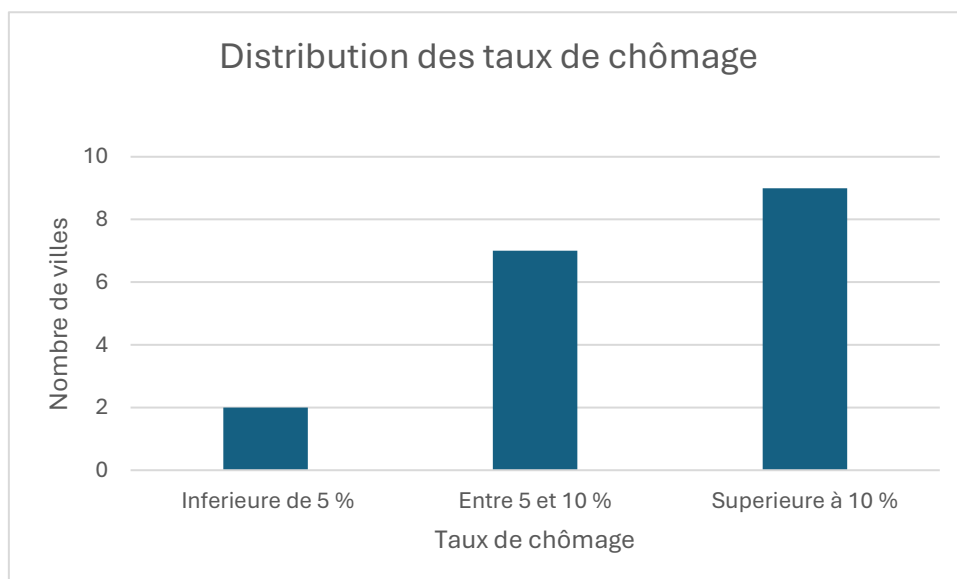
les tranches d'âge 0-14 ans, 15-29 ans, et 30-44 ans, indiquant une répartition homogène de la population masculine. À partir de 45-59 ans, la part des hommes augmente à 10 %. Toutefois, cette part commence à diminuer à partir de la tranche 60-74 ans, avec un taux de 9 %, et chute encore à 4 % dans la tranche 75-89 ans. À 90 ans ou plus, ce taux devient marginal, avec seulement 1 % de participation. Cela reflète le phénomène naturel du vieillissement de la population et la baisse des activités au fur et à mesure que les individus vieillissent. Pour les femmes, la répartition des taux est aussi intéressante. Dans les tranches d'âge 0-14 ans, 15-29 ans, et 30-44 ans, la part est respectivement de 7 %, 7 %, et 9 %. Bien que ces valeurs soient inférieures à celles des hommes dans les mêmes tranches, elles indiquent une présence importante, bien que légèrement inférieure. La portion des femmes augmente progressivement à mesure qu'elles vieillissent. Dans la tranche 45-59 ans, la part est de 10 %, et dans la tranche 60-74 ans, il atteint 11 %, ce qui reflète l'évolution vers une plus grande présence des femmes dans les activités sociales, probablement grâce à l'allongement de la durée de vie active et à des changements sociaux favorisant leur participation. Après 75 ans, la proportion des femmes diminue, atteignant 6 % dans la tranche 75-89 ans et 1 % pour celles âgées de 90 ans ou plus, ce qui correspond à une diminution de l'activité au fil du vieillissement.



En analysant ces chiffres, on observe une grande diversité dans les tendances. Par exemple, plusieurs communes connaissent une diminution de leur valeur, comme Sorbiers, où une baisse de 13,64% est notée, ou Saint-Maurice-en-

Valgodemard, avec une diminution de près de 10%. D'autres communes comme Réallon et La Bâtie-Vieille affichent des baisses respectivement de 5,69% et 5,81%. Cependant, des augmentations sont également présentes, telles que Furmeyer, qui voit sa valeur augmenter de 20,99%, ou Sigoyer, qui connaît une hausse de 9,04%. Certaines communes sont relativement stables, comme Vars, où il n'y a pas de changement (0,00%), ou Monétier-Allemont, avec une légère baisse de 1,03%. Globalement, les fluctuations montrent une tendance mixte, avec de nombreuses communes enregistrant des baisses légères à modérées, mais également un nombre significatif d'augmentations, notamment pour des localités comme Furmeyer, Sigoyer, et Crots. Enfin, des communes plus grandes comme Gap et L'Argentière-la-Bessée connaissent de petites baisses respectivement de 0,68% et 1,76%, ce qui peut refléter des changements démographiques ou socio-économiques légers mais notables.

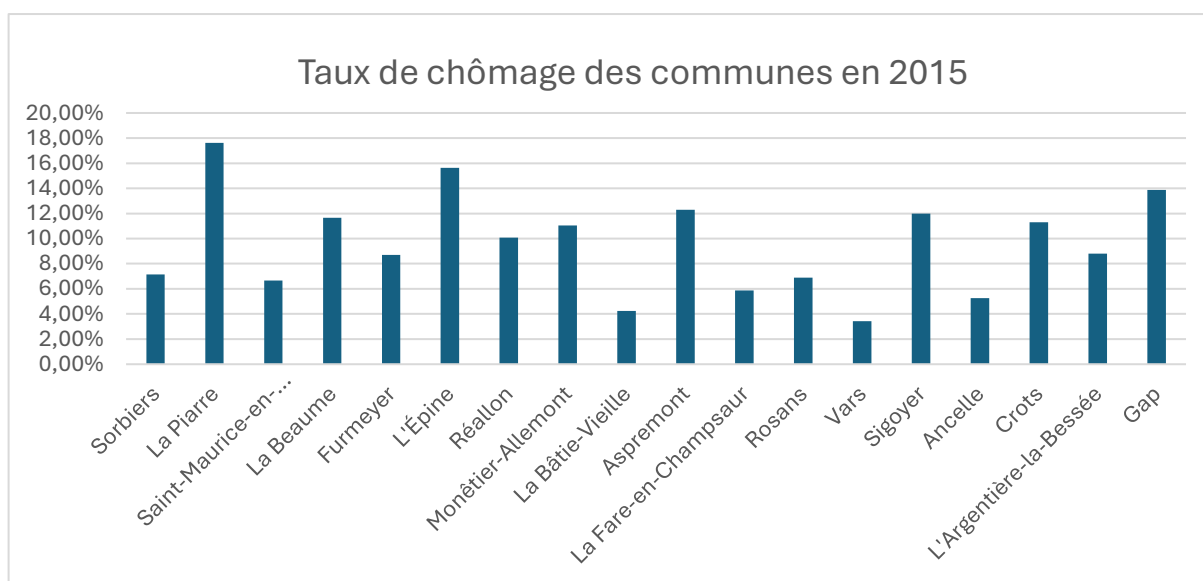
Hautes Alpes : un chômage peu représentatif de la moyenne française



En France, le taux de chômage national en 2021 était d'environ 7,4 % selon l'INSEE. Cela signifie que les villes avec un taux de chômage inférieur à 5 % se situent en-dessous de la moyenne nationale, ce qui indique que ces villes bénéficient d'une situation

économique relativement favorable en termes d'emploi. Le fait que 7 villes aient un taux de chômage compris entre 5 % et 10 % indique qu'elles sont proches de la moyenne nationale, ce qui pourrait suggérer une économie localement dynamique, mais avec encore des difficultés à maintenir un taux de chômage plus bas. Cependant, la présence de 9 villes avec un taux de chômage supérieur à 10 % soulève une inquiétude, car cela dépasse significativement la moyenne nationale. Ces villes sont confrontées à des défis économiques majeurs, peut-être en raison de secteurs économiques fragiles ou d'autres facteurs socio-économiques qui entravent la création d'emplois. Cela pourrait refléter une disparité régionale dans l'accès à l'emploi, avec certaines zones confrontées à une situation plus difficile que d'autres.

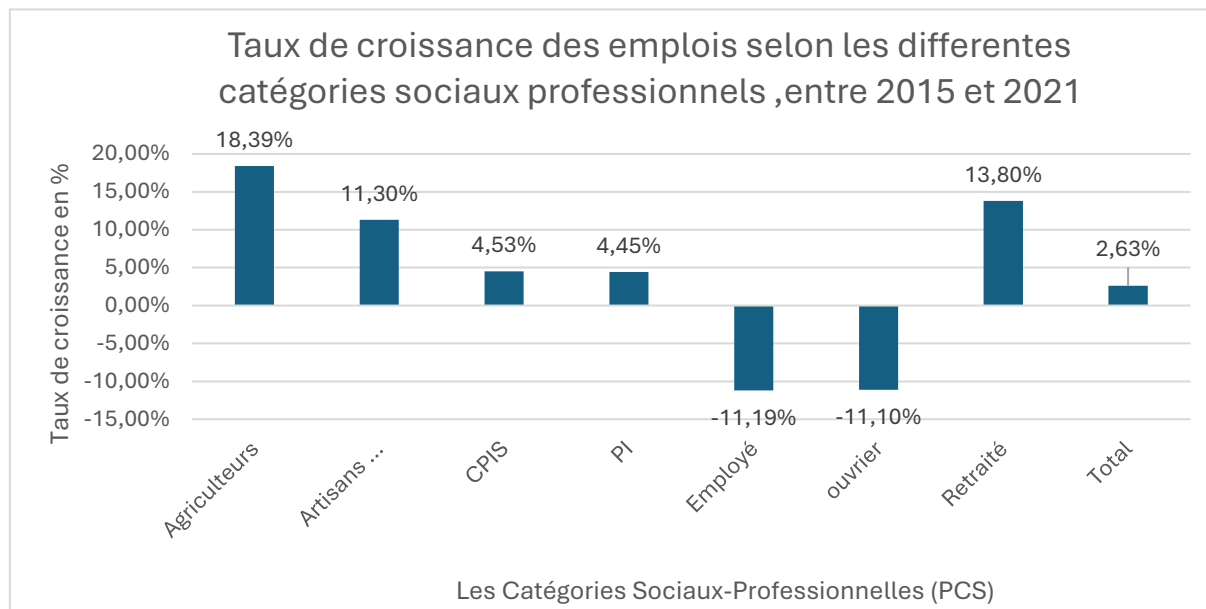
En 2015, le taux de chômage moyen en France était d'environ 10,2%. Comparé à ce taux, certaines communes montrent des résultats très variables.



Par exemple, *La Pierre* avec un taux de chômage de 17,63% se distingue nettement par un taux plus élevé que la moyenne nationale. Cela pourrait indiquer des difficultés économiques locales, telles qu'un manque d'opportunités d'emploi ou des secteurs peu diversifiés. D'autres communes comme *L'Épine* (15,63%) et *Sigoyer* (11,99%) présentent aussi des taux relativement élevés, ce qui suggère des défis similaires, probablement dus à la taille plus petite du marché de l'emploi local et à des problèmes spécifiques à ces régions. À l'inverse, certaines communes affichent des taux de chômage bien inférieurs à la moyenne nationale. *Vars* avec un taux de 3,41% et *La Bâtie-Vieille* à 4,24% présentent des taux beaucoup plus bas. Cela pourrait refléter des économies locales plus stables, un marché de l'emploi plus dynamique. Ces communes bénéficient probablement d'une population active plus stable et moins exposée aux risques de chômage. D'autres communes comme *Monétier-Allemont* (11,03%) et *Crots* (11,31%) ont des taux de chômage qui se rapprochent de la moyenne nationale, voire la dépassent légèrement. Cela peut signifier que ces régions, bien qu'elles ne soient pas en crise, rencontrent des difficultés similaires à celles observées au niveau national. Enfin, *Gap*, avec un taux de chômage de 13,88%, dépasse largement la moyenne nationale, ce qui est relativement courant dans les grandes villes où la concurrence pour les emplois est plus forte et où les secteurs économiques sont plus diversifiés, mais aussi plus compétitifs. Dans l'ensemble, ces données révèlent une grande disparité entre les communes, avec des taux de chômage largement au-dessus ou en dessous de la moyenne nationale, en fonction des spécificités locales, de la taille de la population active et des opportunités économiques disponibles.

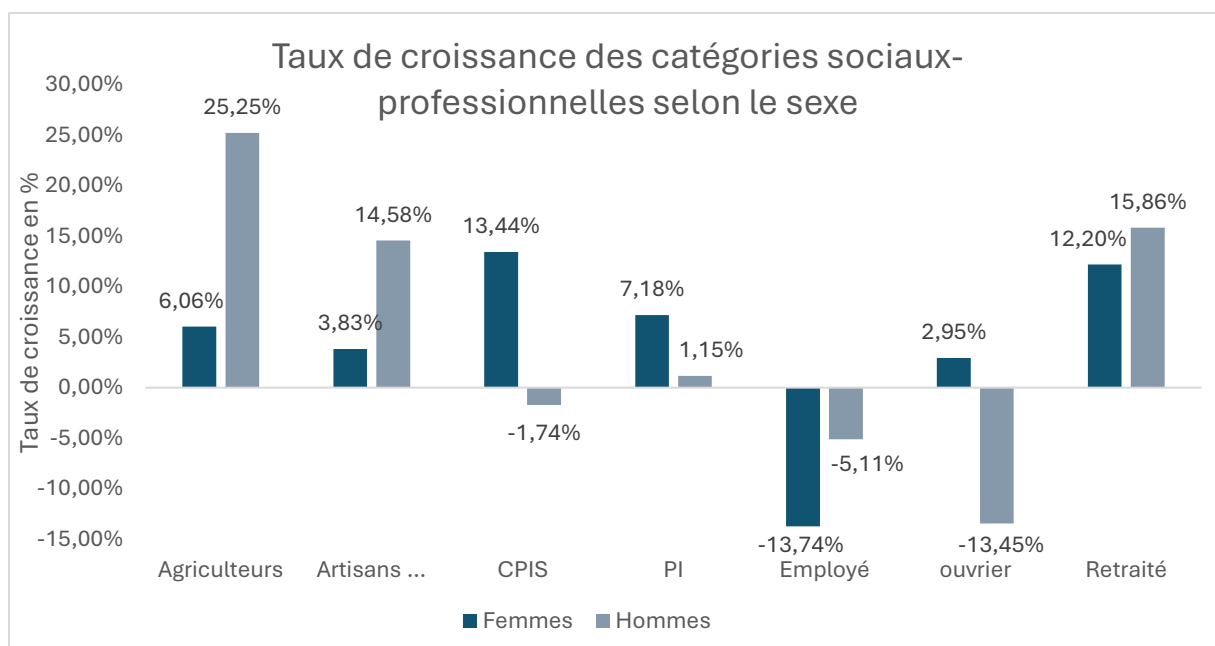
[Hautes Alpes : un dynamisme de l'emploi qui dévie de la moyenne nationale](#)

Selon l'Insee, la population française de 15 ans et plus a continué d'évoluer, avec un nombre de retraités en forte augmentation, ce qui représente un défi majeur pour l'économie et la société dans son ensemble. Parallèlement, la répartition des catégories socioprofessionnelles (PCS) a également évolué entre 2015 et 2021, reflétant des transformations économiques et sociales profondes.



Les données ci-dessus montrent que la population d'agriculteurs a connu une forte croissance de 18,39%, bien qu'elle reste faible en proportion, représentant seulement 0,80% de la population en 2021. Cela pourrait être lié à un renouvellement dans certains secteurs agricoles ou à un retour à des pratiques plus durables. De même, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont enregistré une hausse de 11,30%, atteignant 5,10% de la population totale, ce qui peut être interprété comme un signe de dynamisme dans le secteur de l'entrepreneuriat local. Les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) ont également progressé de 4,53%, représentant 7,25% de la population, ce qui illustre la stabilité de ce secteur qualifié, bien que la croissance reste modérée. Les professions intermédiaires (PI), représentant 16,94% de la population, ont enregistré une progression plus modeste de 4,45%, mettant en évidence la solidité de ces métiers, particulièrement dans des domaines comme la santé, l'éducation et les services publics. Cependant, des baisses sont observées dans les catégories des employés et des ouvriers, dont les effectifs ont respectivement chuté de 11,19% et 11,10%. En 2021, les employés représentent 19,89% de la population, tandis que les ouvriers constituent 10,87% de la population totale. Cette diminution pourrait être liée à la transformation des secteurs industriels et à la montée en puissance de l'automatisation et de la délocalisation.

Enfin, la proportion de retraités a fortement augmenté, avec un taux de croissance de 13,80%, atteignant 39,15% de la population en 2021. Ce phénomène est cohérent avec le vieillissement démographique observé dans de nombreux pays développés, où les personnes âgées représentent une part de plus en plus importante de la population, créant ainsi de nouveaux défis en matière de services sociaux et de politiques publiques. Ces évolutions mettent en lumière les changements majeurs dans la structure de la population française, avec un vieillissement marqué et une répartition des catégories socioprofessionnelles qui évolue lentement, mais qui témoigne de la transformation de l'économie et des emplois en France.



En 2021, la population française continue de faire face à un vieillissement marqué, avec une part croissante de retraités et une diminution de la population active. Selon l'Insee, la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus a augmenté, ce qui a un impact direct sur les catégories socioprofessionnelles (PCS) et sur la répartition de la population active. Ce vieillissement est particulièrement visible dans les données des retraités, dont le nombre a considérablement augmenté ces dernières années. Parallèlement, les taux de croissance et les évolutions par sexe dans les différentes PCS offrent un éclairage détaillé sur les transformations économiques et démographiques observées entre 2015 et 2021. Chez les femmes, la catégorie des agricultrices a connu une croissance de 6,06%, passant de 86 696 à 91 950 femmes dans cette catégorie. Bien que cette population demeure relativement faible, cela indique une légère résilience et peut-être un renouvellement dans certains secteurs agricoles. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (avec une augmentation de 3,83%) ont aussi vu leur nombre augmenter, passant de 500 264 à 519 402 femmes, ce qui reflète une tendance à l'entrepreneuriat et à l'indépendance professionnelle chez les femmes. Cependant, la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) a observé une forte hausse de 13,44%, atteignant 1 166 256 femmes en 2021 contre 1 028 117 en 2015. Cette croissance souligne l'augmentation des femmes dans les secteurs à haute qualification, une tendance forte liée à la montée en compétence des femmes dans des professions intellectuelles et managériales. En revanche, les professions intermédiaires (PI) ont diminué de 13,74%, passant de 5 663 374 à 4 885 440 femmes, ce qui peut refléter une évolution vers des emplois plus qualifiés ou plus spécialisés, mais aussi une certaine réorganisation de l'emploi dans ces secteurs.

Concernant les hommes, la catégorie des agriculteurs a enregistré une croissance notable de 25,25%, passant de 155 997 à 195 386 hommes, ce qui peut refléter un retour à l'agriculture ou une augmentation des installations agricoles. De même, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont vu leur nombre augmenter de 14,58%, passant de 1 142 726 à 1 309 295 hommes, traduisant une dynamique favorable pour l'entrepreneuriat et les métiers manuels. À l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) ont légèrement diminué de -1,74%, passant de 1 461 698 à 1 436 308 hommes, ce qui peut être lié à des ajustements dans certains secteurs ou à une redistribution des emplois qualifiés. Les professions intermédiaires (PI) ont connu une faible augmentation de 1,15%, passant de 2 639 289 à 2 669 770 hommes, tandis que les emplois d'ouvriers ont baissé de -13,45%, atteignant 3 251 779 hommes en 2021 contre 3 757 008 en 2015, ce qui traduit un déclin des emplois industriels et manufacturiers, souvent liés à la mondialisation et à la mécanisation. Finalement, les retraités ont connu

une croissance de 15,86%, passant de 5 391 654 à 6 246 912 hommes, confirmant l'impact du vieillissement de la population sur cette tranche.